



Bureau
à Dakar

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Pôle de Dakar
ANALYSE SECTORIELLE EN EDUCATION

PôleMAG^{°19}

La lettre d'information du Pôle d'analyse sectorielle en éducation de Dakar - DÉCEMBRE 2012

EDITORIAL

AU SOMMAIRE

Education pour tous, préparer l'après 2015

Le compte à rebours vers l'après 2015 a commencé. À trois ans seulement du terme fixé pour la réalisation des objectifs de l'Éducation pour tous, l'heure est venue de dresser le bilan des engagements pris à Dakar, en 2000, par 164 pays. C'est à cette fin que la première réunion mondiale sur l'EPT s'est tenue au siège de l'Unesco, à Paris, du 21 au 23 novembre 2012.

Le principal objectif de la réunion était de procéder à une évaluation critique des progrès accomplis en vue de la réalisation des six objectifs de l'EPT. Malheureusement, l'édition 2012 du Rapport mondial de suivi sur l'EPT fait état de résultats en demi-teintes. Les progrès en direction de l'enseignement primaire universel sont notamment en perte de vitesse. À l'échelle mondiale, le nombre d'enfants non scolarisés stagnait, en 2010, à plus de 60 millions. Et l'alphabetisation des adultes reste un objectif difficilement atteignable : le nombre d'adultes analphabètes n'a diminué que de 12 % entre 1990 et 2010. En l'état, la plupart des objectifs de l'EPT n'ont en réalité que peu de chances d'être atteints.

Cela étant, nombre de résultats obtenus invitent à garder espoir. Des progrès accomplis dans des pays, parfois parmi les plus pauvres du monde, montrent qu'il est possible de changer la donne quand l'engagement des gouvernements nationaux et des donateurs se conjuguent réellement. C'est en ce sens que la première réunion mondiale sur l'EPT a entrepris une large réflexion sur les leçons à tirer de la mise en œuvre des stratégies implantées depuis 2000 et sur la pertinence du cadre de l'EPT.

Des engagements concrets ont été pris à l'issue de ces journées. Un accord sur les actions visant à accélérer l'atteinte des résultats d'ici 2015 a été conclu et le processus de préparation de l'après 2015 est désormais défini. Une Déclaration finale, établissant les engagements et les responsabilités de chacun, a pu être adoptée. L'après 2015 est d'ores et déjà en marche.

Blandine Ledoux et Guillaume Husson

Coordonnateurs du Pôle de Dakar

ACTUALITÉS

- Les dépenses des ménages en éducation une perspective analytique pour 15 pays d'Afrique **2**
- Formation en gestion des systèmes éducatifs, les regroupements de fin 2012 **2**
- Aux Comores, des progrès doivent être réalisés **3**

DOSSIER

- Quel avenir pour le système éducatif de Sao Tomé-et-Principe ? **4**
- 3 questions à Olinto DAIO, Ministre de l'Éducation de Sao Tomé-et-Principe **6**

DANS LES PAYS **7**

EN BREF **8**



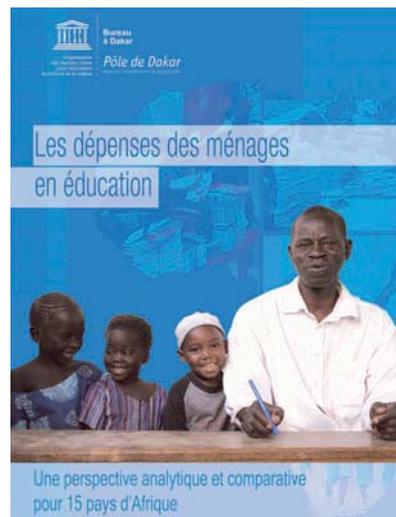
© UNESCO / Thierry Bonnet

Les dépenses des ménages en éducation une perspective analytique pour 15 pays d'Afrique

L'analyse des dépenses éducatives entre pays est un exercice délicat. Faute de statistiques réellement fiables, en particulier sur les dépenses des ménages, les estimations sont généralement faussées, tant concernant l'ampleur du secteur privé que la contribution des ménages au secteur public. S'appuyant sur des données d'enquête dans une quinzaine de pays d'Afrique, cette récente étude du Pôle de Dakar offre une analyse détaillée de la question. L'ampleur des dépenses des ménages est l'une des principales conclusions de l'étude. Et fait saillant, les ménages contribuent relativement davantage au financement de l'enseignement primaire qu'à celui de l'enseigne-

ment supérieur. Cette situation pose un problème d'équité, dans la mesure où l'enseignement supérieur, abondamment financé par le secteur public, n'accueille que peu d'enfants issus des ménages les plus pauvres. Elle pose également un problème d'efficacité, la rentabilité des études étant plus élevée dans la partie haute du système éducatif.

Selon l'étude, une redistribution plus active des ressources éducatives devrait être opérée en faveur de l'enseignement de base. Cette redistribution devrait également s'opérer en direction des ménages les plus pauvres, en vue d'accompagner la scolarité de leurs enfants jusqu'aux niveaux les plus hauts de la pyramide éducative. ■



© Jonathan Jourde

Formation en **gestion des systèmes éducatifs,** les regroupements de fin 2012

La fin de l'année 2012 a été marquée par un calendrier dense des regroupements des trois promotions actuelles de la formation, à distance, en gestion des systèmes éducatifs. Cette formation, organisée conjointement par le Pôle de Dakar, l'Université Cheikh Anta Diop et l'Université de Banjul, a pour objectif de transmettre les méthodes d'analyse, développées par le Pôle de Dakar, aux cadres africains en charge de la gestion, du financement et de l'évaluation

des systèmes éducatifs. La formation comprend huit modules d'enseignement pour un volume horaire de plus de 1 200 heures. Pour chaque promotion, trois regroupements présentiels sont organisés et deux autres sont programmés à distance.

Au total, le quatrième trimestre 2012 a enregistré 5 regroupements. Alors que le premier regroupement de la 6^{ème} promotion de PSGSE (version francophone de la formation) s'est tenu à

Dakar en octobre, les regroupements finaux de la 1^{ère} promotion de SAMES (version anglophone de la formation) et de la 5^{ème} promotion de PSGSE ont été organisés en novembre et décembre. Des regroupements virtuels se sont tenus à l'occasion des examens du second semestre ; en octobre pour la 1^{ère} promotion de SAMES, et en novembre pour la 5^{ème} promotion de PSGSE. ■

Aux Comores, des progrès doivent être réalisés

Le récent rapport d'analyse du système éducatif comorien, publié en octobre 2012 par le Pôle de Dakar, révèle une situation préoccupante. Un chiffre est symptomatique des difficultés rencontrées par le pays : au regard des tendances actuelles, il faudrait un minimum de 20 années pour que l'objectif de scolarisation primaire universel soit atteint.

Le système est freiné par un grand nombre de contraintes

De nombreux phénomènes viennent expliquer cette situation. En premier lieu, un taux d'accès à l'école relativement faible, laissant 15 % de la population sans aucun accès à l'éducation. Et d'importants problèmes de rétention existent : 25 % des enfants ayant accès à l'école n'atteignent pas la fin du cycle primaire.

Cette situation est d'autant plus critique que les coûts de scolarisation sont particulièrement élevés. En comparaison aux valeurs régionales moyennes, les services éducatifs comoriens sont 29 % plus coûteux pour le cycle primaire et 91 % plus élevés pour le premier cycle du secondaire.

La qualité de l'éducation est par ailleurs limitée. La performance des Comores aux tests PASEC (qui mesurent les acquisitions des élèves en cours de cycle) est inférieure à la moyenne des pays à niveau de développement comparable.

Mais des marges de progrès existent

Pour autant, des voies de progrès existent. Les coûts de scolarisation pourraient notamment être réduits par une dimension mieux adaptée de la taille des classes. Aux Comores, on compte 30 élèves par classe au primaire alors que la moyenne est de 48 dans les

pays d'Afrique subsaharienne (une caractéristique similaire est observée aux autres niveaux d'études). Or, les analyses ont montré que les conditions d'apprentissage ne deviennent réellement pénalisantes que lorsque l'on dépasse les 45 élèves par classe. Au vu des difficultés rencontrées par le pays, il apparaît tout à fait opportun d'augmenter de façon raisonnée la taille moyenne des classes.

Des économies pourraient également être trouvées en réorganisant la force enseignante. Il est estimé que les enseignants font, en moyenne, un nombre d'heures inférieures à leur service statutaire : 14 heures au collège contre 20 légalement et 12 au lycée contre 18 légalement. Selon les analystes du Pôle de Dakar, il serait théoriquement possible d'économiser 30 % des postes pour scolariser le même nombre d'élèves. Une réorganisation des services apparaît nécessaire.

Enfin, les Comores tireraient profit à s'attaquer au problème des abandons (et de son corollaire, la proportion de redoublants) en réorganisant les six années du cycle primaire et en s'assurant de la présence régulière des enfants à l'école.

Pour déjouer les perspectives actuelles et ne pas attendre 20 années avant la réalisation d'un enseignement primaire universel, ces opportunités doivent être saisies dès maintenant. ■



Le rapport d'état du système éducatif comorien a été publié en octobre 2012. Réalisé à la demande du gouvernement comorien, il est le fruit de la collaboration entre une équipe nationale, le Pôle de Dakar de l'Unesco et l'Unicef.

Le rapport est téléchargeable sur www.poledakar.org

Comparaison internationale des coûts unitaires par niveau d'études (en % PIB par habitant)

	Primaire	Secondaire			Sup.
		1 ^{er} cycle	2 nd cycle	Tech.	
Comores	13,9	46,1	60,8	390	84
Moyenne Afrique	10,8	24,1	42,8	148,8	270,1
Comores / Moyenne	1,29	1,91	1,42	2,62	0,31

Source : Resen et modèle de simulation financière.

Quel avenir pour le système éducatif de Sao Tomé-et-Principe ?



© Ministère de l'Éducation de Sao Tomé-et-Principe

2012 est une année charnière pour la politique éducative de Sao Tomé-et-Principe. Alors que s'est achevée, au printemps dernier, l'analyse de son système éducatif, Sao Tomé-et-Principe vient de finaliser sa stratégie pour l'éducation à l'horizon 2022. Des objectifs ambitieux sont affichés. Le pays souhaite notamment étendre la scolarisation universelle à l'enseignement secondaire et développer son enseignement supérieur par l'amélioration de l'offre locale. Toutefois, si la stratégie du secteur de l'éducation pourra compter sur un financement important du budget national, celui-ci ne sera pas suffisant. Près de 35 millions de dollars sur dix ans sont encore à trouver pour mettre en œuvre la politique éducative du pays à l'horizon 2022.

Petit pays isolé du Golfe de Guinée, Sao Tomé-et-Principe accorde une forte priorité au secteur de l'éducation. La récente analyse du système éducatif, menée par le Pôle de Dakar, a montré qu'entre 2002 et 2010, les dépenses publiques vouées à ce secteur ont été multipliées par 5. Et les résultats de ces efforts budgétaires ont été significatifs. La politique de gratuité introduite dans le second cycle de l'enseignement de base à partir de 2005, ainsi qu'une augmentation significative de l'offre scolaire, a permis de restreindre les abandons et de faire en sorte que tous les enfants d'une classe d'âge achèvent une scolarité complète de six années en 2010-11.

Vers une extension des scolarisations aux niveaux de l'enseignement secondaire et du supérieur

Alors que l'objectif de scolarisation primaire universelle est désormais atteint, le cap de nouvelles ambitions est d'ores et déjà fixé. Appuyé par le Pôle de Dakar, notamment par l'élaboration d'un modèle de simulation financière, Sao Tomé-et-Principe vient de finaliser sa stratégie sectorielle pour l'éducation à l'horizon 2012-2022.

Au rang des premières priorités des 14 programmes que compte la stratégie, Sao Tomé-et-Principe souhaite permettre à tous les enfants de poursuivre une scolarité au niveau du premier cycle de l'enseignement secondaire (le pays souhaite atteindre un enseignement universel de neuf années d'ici 2015). Il est également prévu d'améliorer l'offre au niveau du second cycle du secondaire : 75 % des élèves qui achèveront le 1^{er} cycle général devraient pouvoir continuer au second cycle général à l'horizon 2022.

Pour réaliser ces objectifs, d'importants moyens sont prévus. Au cours des dix prochaines années, plus de 800 enseignants devraient être recrutés dans le secondaire et plus de la moitié d'entre eux devraient prendre fonction d'ici 2015. Il est par ailleurs prévu la création de près de 230 établissements supplémentaires et la gratuité devrait être instaurée dans le 1^{er} cycle du secondaire à partir de 2014 ainsi que dans le 2nd cycle à compter de l'année 2017.

Le gouvernement souhaite également améliorer l'offre locale d'enseignement supérieur. En raison de l'importance des bourses pour les étudiants partant à l'étranger (40 % du budget de l'éducation), les élèves atteignant les niveaux les plus élevés du système éducatif captent la majeure partie des ressources destinées à l'éducation. Pour remédier à cette situation, qui conduit à ce que les 10 % de jeunes les plus éduqués consomment près de 60 % du budget de fonctionnement de l'éducation, la stratégie prévue par le gouvernement est de réduire considérablement le nombre de boursiers à l'étranger et de dégager des marges financières destinées au développement de filières à l'intérieur du pays.

D'ici 2014, le nombre de boursiers devrait être limité à 120 par an alors qu'il était de près de 850 en 2010. En contrepartie, le pays devrait poursuivre l'expansion de l'offre locale, en particulier par la construction de la première université de Sao Tomé-et-Principe d'ici 2013 ou 2014.

La question de l'avenir des jeunes diplômés sur le marché du travail est également au cœur de la future stratégie. Aujourd'hui 39 % des sortants du système éducatif sont dans une situation de chômage. Pourtant, il existe de réelles opportunités d'emplois sur des postes nécessitant des qualifications intermédiaires ainsi que dans le secteur des services. Pour remédier à cette situation, le gouvernement prévoit d'améliorer l'offre dans ces secteurs : plus de 1200 élèves devraient être accueillis dans le second cycle professionnel qualifiant d'ici 2022 contre environ 150 en 2010.

Une plus grande attention portée à la gestion du personnel enseignant

Une des particularités de Sao Tomé-et-Principe est d'avoir des coûts unitaires de scolarisation relativement modérés, notamment en raison de la relative faiblesse des salaires des enseignants. Un enseignant de l'enseignement de base dispose d'un salaire annuel moyen équivalent à 1,5 fois le PIB par habitant contre 4,4 fois le PIB par habitant dans les pays à développement économique comparable. Si cette caractéristique permet au pays d'étendre les scolarisations sans hypothéquer la totalité de son budget, ces faibles rémunérations ont une incidence contre-productive sur le système éducatif : de nombreux enseignants compensent la

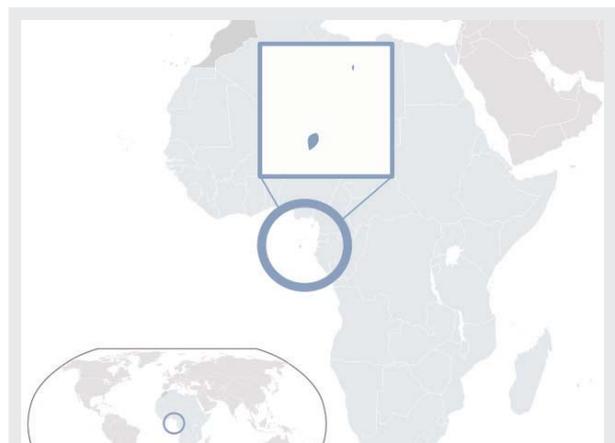
faiblesse de leur salaire par une activité supplémentaire dans d'autres établissements. En conséquence, le nombre d'heures légales d'enseignement est peu respecté. Dans le second cycle de l'enseignement de base, par exemple, près de 60 % des enseignants dispensent moins de 14 heures de cours hebdomadaire et cette proportion dépasse les 70 % au secondaire. La stratégie du gouvernement marque une rupture avec cette logique. Elle propose d'amener les enseignants à réaliser le nombre d'heures pour lesquelles ils sont effectivement rémunérés, tout en augmentant de façon significative leur pouvoir d'achat.

Mais des sources de financement supplémentaires seront à trouver

Suite au cadrage macro-financier, réalisé avec l'appui du Pôle de Dakar, les besoins de financements de la future stratégie ont pu être estimés. Le total des dépenses devrait atteindre 276 millions de dollars USD sur la période 2013-2022, dont près de 40 millions de dépenses d'investissements. Les principaux postes d'investissement correspondent à la construction de la future université (15 millions de dollars d'ici 2015) et la création d'établissements consacrés à l'enseignement secondaire (7 millions de dollars).

Sur la même période, les ressources de l'Etat vouées à l'éducation devraient atteindre 241 millions de dollars. En conséquence Sao Tomé-et-Principe est à la recherche d'un financement additionnel de 35 millions de dollars.

La recherche de partenaires pour équilibrer le budget de la future politique éducative est la priorité actuelle des autorités publiques. A cet effet, une table ronde sur le financement de l'éducation doit être organisée au début de l'année 2013. ■



Sao Tomé-et-Principe est l'un des plus petits pays d'Afrique. Situé dans le golfe de Guinée, le pays compte environ 165 000 habitants répartis sur les deux principales îles du territoire. Avec un PIB par habitant de l'ordre de 1 140 dollars, Sao Tomé-et-Principe fait partie de la catégorie des pays à revenus moyens. La langue officielle du pays est le portugais.

3 questions à Olinto DAIO, Ministre de l'Éducation de Sao Tomé-et-Principe

Au cours de la dernière décennie, le système éducatif de Sao Tomé-et-Principe a connu d'importantes réussites, la première d'entre elles étant l'atteinte de la scolarisation primaire universelle. Cela étant, le budget de l'Etat reste dépendant de l'aide extérieure. Comment garantir la pérennité des résultats obtenus ?

Les difficultés relatives à la dépendance du budget de Sao Tomé-et-Principe vis-à-vis de l'aide internationale devraient s'atténuer d'ici deux à trois ans. Notre pays connaît une profonde mutation économique. La construction d'un port en eaux profondes et les recettes liées à l'exploitation du pétrole devraient nous permettre de dégager d'importantes marges de manœuvre d'ici 2016. Par ailleurs, l'engagement de l'État pour le secteur de l'éducation est total : près de 40 % du budget y est consacré. Les ressources pour l'éducation seront préservées.

Les résultats atteints au cours des dix dernières années seront donc, non seulement maintenus mais, dépassés. Au-delà des objectifs quantitatifs, notre priorité est d'investir dans la qualité du système éducatif, notamment par une meilleure formation des enseignants, un élargissement des actions dans le domaine de la petite enfance et l'acquisition de matériel didactique.

La récente analyse du système éducatif, menée conjointement par votre ministère, le Pôle de Dakar et la Banque mondiale, a fait apparaître un niveau élevé d'inégalités sociales dans les scolarisations ainsi que dans la répartition des ressources d'éducation. Partagez-vous ce constat et quelles sont les voies envisageables pour réduire les disparités ?

À Sao Tomé-et-Principe, l'éducation primaire est universelle et gratuite. Cela étant, des difficultés d'accès à l'enseignement secondaire peuvent apparaître, en particulier dans les zones rurales. Le gouvernement a conscience de ces difficultés et a pris des engagements très clairs : nous aurons dès l'an prochain des établissements voués à l'enseignement secondaire dans tous les districts du pays et la gratuité sera introduite dans ce cycle dès 2014. Concernant les ressources d'éducation, elles étaient jusqu'à présent excessivement consacrées aux bourses pour nos étudiants partant à l'étranger (NDLR : 40 % du budget de l'éducation). Ici encore, la stratégie du gouvernement est claire : le nombre de bourses sera fortement réduit et les



© Ministère de l'Éducation de Sao Tomé-et-Principe

ressources dégagées serviront au développement d'une offre locale d'enseignement supérieur. La première université du pays ouvrira ses portes à la rentrée 2013 ou au premier semestre 2014. Tous ceux et celles qui le souhaitent pourront poursuivre leurs études, à tous les niveaux d'enseignement.

Les estimations financières, réalisées à l'occasion de l'élaboration de la stratégie pour l'éducation à l'horizon 2022, font état d'un déficit de 35 millions de dollars sur les dix prochaines années. Quelles sont les pistes envisagées pour équilibrer le financement de la future politique éducative de Sao Tomé-et-Principe ?

La recherche de partenaires financiers constitue le premier volet de notre champ d'action. Un accord a d'ores et déjà été trouvé avec le Partenariat mondial pour l'éducation et une table ronde sur le financement de l'éducation sera tenue au premier trimestre 2013. Il est encore trop tôt pour en parler, mais les principaux partenaires du secteur de l'éducation seront présents, et nous espérons qu'une série d'accords sera conclue.

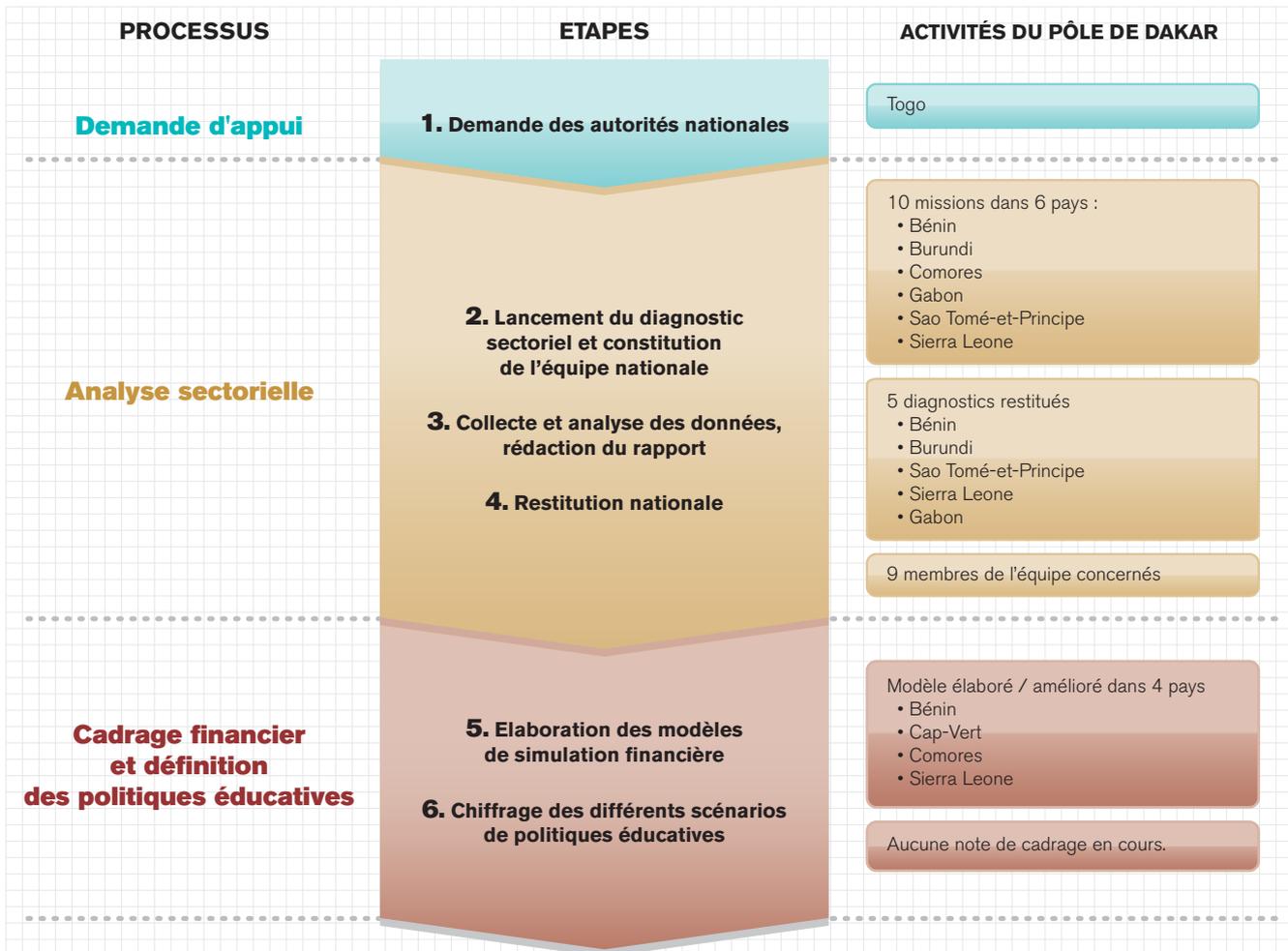
Le second volet repose sur les forces internes de Sao Tomé-et-Principe. Au cours des dix prochaines années, il y aura de nombreux changements, économiques premièrement mais également dans notre capacité à mobiliser de nouvelles ressources. Des cadres ont été formés, ils sont autant de forces vives pour renforcer le système éducatif. Nous nous devons d'être confiants. ■

DANS LES PAYS

D'avril 2012 à novembre 2012

Rapport d'État du Système Educatif National (RESEN)

Le Pôle de Dakar a pour principale activité l'appui direct aux pays africains en matière d'analyses sectorielles en éducation, de cadrage financier et de définition de politiques éducatives. Le processus d'appui suivi par le Pôle de Dakar et les activités réalisées par l'équipe depuis avril 2012 sont présentées ci-dessous.



Autres activités du Pôle de Dakar :

L'Initiative Qualité (GLQA) privilégie la mobilisation des acteurs autour de la production d'indicateurs de qualité des systèmes éducatifs pour une gestion locale régulière de la qualité des apprentissages. Les trois étapes sont (i) le diagnostic de l'existant, (ii) l'estimation d'indicateurs de performances, (iii) l'élaboration d'une stratégie de pilotage de la qualité au niveau local sur la base des indicateurs créés.

- 2 missions de présentation
- Washington (juin 2012, IWGE meeting)
 - Paris (novembre 2012, séminaire sur l'évaluation en éducation, CIEP)

L'Initiative TTISSA appuie les pays dans l'élaboration du diagnostic de la question enseignante. L'équipe du Pôle de Dakar accompagne l'exercice technique dans les pays dont il a la charge.

- 3 missions d'appui dans 2 pays :
- Ouganda (2 missions, avril et juillet 2012, analyse et collecte des données)
 - Niger (1 mission, mai 2012, lancement du diagnostic (TTISSA))

Développement de la petite enfance. Le Bureau Régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, s'est engagé dans le développement d'une stratégie régionale pour le développement de la petite enfance (DPE). Le Pôle de Dakar participe à cette initiative, en tant que partenaire technique.

- 3 missions d'appui dans 2 pays :
- Cap-vert (juin 2012 et juillet 2012)
 - France (novembre 2012)

Nouvelles publications

A découvrir sur www.poledakar.org



Les dépenses des ménages en éducation

Une perspective analytique et comparative pour 15 pays d'Afrique, Borel Foko, Beifith Kouak Tiyab, Guillaume Husson, Pôle de Dakar de l'Unesco, 2012.

+ 6 nouvelles notes pays

Bénin, Burundi, Comores, Niger, Sao Tomé-et-Principe, Tanzanie.



Rapport d'état du système éducatif comorien

Diagnostic du système éducatif pour une politique nouvelle dans le cadre de l'EPT, Pôle de Dakar de l'Unesco, Octobre 2012.

L'équipe du Pôle

Nouveaux venus



Adja Bineta est depuis le 1^{er} octobre la nouvelle assistante administrative du Pôle de Dakar. Adja occupait précédemment une fonction similaire à l'unité de coordination du bureau de l'Unesco à Dakar. Elle travaille pour l'Unesco depuis février 2007.



Koffi Segniagbeto a rejoint l'équipe du Pôle de Dakar comme analyste des politiques éducatives au mois de Juillet. Koffi a travaillé pendant plusieurs années au ministère de l'Éducation au Togo, où il a notamment servi en tant que responsable du service des statistiques scolaires. Devenu consultant indépendant, il a fait des missions et rapports dans plusieurs pays d'Afrique Sub-saharienne, notamment pour le compte de l'Agence française de développement et de l'Unesco. Durant les quatre dernières années, Koffi était consultant pour la Banque mondiale à Washington.

Départs

Fatoumata Bamba a quitté ses fonctions d'assistante administrative du Pôle de Dakar. Elle a rejoint la Côte d'Ivoire pour une nouvelle expérience professionnelle dans le secteur privé.

Jean-Mathieu Laroche, après plus de trois années passées comme analyste au sein du Pôle de Dakar, a rejoint le bureau régional de l'Unicef à Djibouti en qualité de chef de section en éducation.

Miquel Reynés, après une année passée au Pôle de Dakar dans le cadre d'une bourse de l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement, a repris ses fonctions d'universitaire à Madrid.

Pôle de Dakar

ANALYSE SECTORIELLE EN EDUCATION

UNESCO-BREDA
12, avenue Léopold-Sédar-Senghor,
B.P. 3311 - Dakar (Sénégal)
Tél. : +221 33 849 59 79
Télééc. : +221 33 821 35 25
www.poledakar.org

Le Pôle de Dakar est le pôle d'analyse sectorielle en éducation du Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique.

Les articles contenus dans cette publication expriment le point de vue du Pôle de Dakar et pas nécessairement celui de l'UNESCO.

La lettre d'information est publiée tous les six mois, en français et en anglais, en version électronique uniquement.

Directeur de la publication Guillaume Husson et Blandine Ledoux, **rédaction** Jonathan Jourde, **traduction français/anglais** Marjorie Leach, **relecture** Jean-Claude Ndabananiye **maquette** by Reg, Régis L'Hostis, Dakar.

Ecrivez à l'équipe de Pôle Mag : poledakar@poledakar.org

AGENDA

11-16 novembre Regroupement final de la 1^{ère} promotion anglophone de PSGSE (Université de Gambie)

21-23 novembre Première réunion mondiale sur l'EPT, Unesco, Paris

3-7 décembre Regroupement final de la 5^{ème} promotion de PSGSE (Pôle de Dakar / Fastef)